

Consultation à la demande de la Ministre des télécommunications concernant un projet d'arrêté royal relatif à la lutte contre les appels vocaux internationaux au moyen de numéros de téléphone belges usurpés

Comment réagir au présent document ?

Jusqu'au 14 décembre 2023
Uniquement par e-mail à consultation.sg@ibpt.be
Avec comme référence : CONSULT-2023-D3

Personne de contact : Jan Vannieuwenhuyse, Premier ingénieur-conseiller, +32 2 226 87 59

Les réponses doivent être transmises par voie électronique à l'adresse indiquée.

Veuillez joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires doivent faire référence aux paragraphes et/ou parties du texte auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

La présente consultation est organisée à la demande de la ministre des Télécommunications. Il convient donc de noter que toutes les informations communiquées à l'IBPT en réponse à la présente consultation seront considérées comme directement destinées à la ministre et pourront être intégralement transmises à la ministre, telles que notifiées, sans autre traitement ou vérification.

TABLE DES MATIÈRES

1. Contexte.....	3
Annex 1. Projet de rapport au Roi.....	5
Annex 2. Projet d'arrêté royal relatif à la lutte contre les appels vocaux internationaux au moyen de numéros de téléphone belges usurpés	12

1. Contexte

1. Le « *spoofing* » ou l'usurpation d'identité est un phénomène qui consiste à appeler les citoyens avec une fausse « CLI » (« Calling Line Identification » ou « Identification de la ligne appelante ») : par exemple, un numéro de téléphone non attribué ou même un numéro de téléphone attribué à un autre citoyen ou à une autre entreprise en vue de susciter la confiance de la personne appelée. Souvent, le « *spoofing* » facilite l'hameçonnage parce qu'en utilisant la CLI falsifiée, la partie appelante peut se faire passer, par exemple, pour un employé d'une banque ou du service des contributions afin de soutirer des informations sur la base de la confiance instaurée. Lors de la dernière étape, les informations obtenues sont utilisées à mauvais escient, par exemple à des fins de fraude bancaire. Ce type de fraude, dans lequel l'usurpation de CLI joue un rôle de facilitateur, se produit fréquemment.
2. Le volume des appels vocaux usurpés a fortement augmenté ces dernières années, tant en Belgique que dans tous les autres pays d'Europe. Une première série de mesures, telles que la publication de lignes directrices¹ et l'introduction de la liste noire², ont déjà été prises et ont eu un effet positif significatif, mais elles ne sont plus suffisantes.
3. Cependant, les fraudeurs ne restent pas inactifs et ont adapté leur *modus operandi*. Dans un premier temps, ce sont surtout les numéros de téléphone de banques qui ont été visés, mais nous constatons aujourd'hui que tous les numéros de téléphone belges, fixes et mobiles, peuvent être usurpés. Étant donné que la liste noire, qui est une « do not originate list » limitée depuis l'étranger aux numéros de téléphone de banques, n'est plus suffisante, des mesures supplémentaires doivent être prises dans l'intérêt des utilisateurs belges.
4. Article 121/8, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après la « LCE »), prévoit ce qui suit :

« Sans prendre connaissance du contenu des communications, les opérateurs prennent les mesures appropriées, proportionnées, préventives et curatives, compte tenu des possibilités techniques les plus récentes, de manière à détecter les fraudes et utilisations malveillantes sur leurs réseaux et services et éviter que les utilisateurs finaux ne subissent un préjudice ou ne soient importunés.

Le Roi peut préciser les mesures à prendre par les opérateurs en vertu de l'alinéa 1er. »

5. À la demande de la ministre des Télécommunications, l'IBPT organise une consultation publique afin de recevoir des contributions concernant un projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 121/8, § 1^{er}, alinéa 2, de la LCE.
6. Ce projet d'AR contient un certain nombre de mesures réalisables et conformes à l'approche adoptée ou proposée dans d'autres pays européens, tels que la Finlande, l'Allemagne³ et l'Irlande⁴. Elles s'inscrivent également dans le cadre de la recommandation de l'ECC (..) XX « Measures to handle incoming international voice calls with suspected spoofed national E.164 numbers » de la CEPT, approuvée le XX et qui harmonise l'approche européenne.

¹ Voir : <https://www.ibpt.be/operateurs/publication/lignes-directrices-pour-lidentification-de-la-ligne-appelante-cli-du-4-decembre-2020>

² Il s'agit d'une liste de numéros de téléphone E.164 belges bloqués lorsque des appels provenant de l'étranger correspondent à une CLI figurant sur la liste.

³ The German Telecommunications Law, TeleKommunikations Gesetz (TKG) in its version from 23. June 2021, published in the Federal Law Gazette (Bundesgesetzblatt), Volume 2021, Section I, No. 35, Bonn on 28. June 2021, sets out the following new requirement for German carriers in clause 120, chapter 4.

⁴ <https://www.comreg.ie/media/2023/06/Consultation.pdf>

7. L'arrêté royal repose sur le principe qu'il est généralement injustifiable que des appels provenant de l'étranger puissent être associés à des numéros de téléphone belges. Il propose donc des mesures, telles que le blocage des appels vocaux internationaux entrants avec des numéros de téléphone nationaux « E.164 » usurpés.
8. L'article 4 prévoit une exception dans le cadre de laquelle il est justifié d'utiliser un numéro de téléphone belge (en plus des numéros de téléphone mobile en itinérance) pour un appel provenant de l'étranger. L'IBPT se demande s'il existe d'autres exceptions justifiées, mais où le risque d'abus est exclu. Une condition qui peut être imposée est que, pour de telles exceptions, les clients disposent d'une connexion directe, c'est-à-dire entièrement sous le contrôle d'un opérateur qui achemine le trafic vers l'interface internationale (principe de la « longue ligne ») et que les numéros de présentation belge ne soient autorisés que s'ils sont associés à un numéro de réseau étranger après approbation par l'IBPT.
9. De telles exceptions sont très risquées car elles peuvent facilement faire l'objet d'abus et doivent donc être examinées très attentivement. La question est également de savoir sur quels critères objectifs l'IBPT doit fonder sa décision d'autoriser de telles exceptions et comment mettre cela en œuvre de manière efficace.
10. Le secteur est invité à donner son avis et ses remarques éventuelles concernant les textes proposés en annexe.

Annexe 1 : Projet de rapport au Roi

Annexe 2 : Projet d'arrêté royal relatif à la lutte contre les appels vocaux internationaux au moyen de numéros de téléphone belges usurpés

Axel Desmedt
Membre du Conseil

Bernardo Herman
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen
Président du Conseil

Annex 1. Projet de rapport au Roi

KONINKRIJK BELGIË	ROYAUME DE BELGIQUE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE	SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE
[DATUM] - Koninklijk besluit ter bestrijding van internationale spraakoproepen met gespoofde Belgische telefoonnummers	[DATE] - Arrêté royal relatif à la lutte contre les appels vocaux internationaux au moyen de numéros de téléphone belges usurpés
VERSLAG AAN DE KONING	RAPPORT AU ROI
Sire,	Sire,
Algemeen	Généralités
Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd betreft een reeks van technische maatregelen die operatoren van elektronische communicatiediensten moeten invoeren teneinde de kwalijke praktijk van gespoofde telefoonnummers geassocieerd aan telefoonoproepen die vertrekken uit het buitenland in sterke mate te reduceren. Deze maatregelen worden genomen krachtens artikel 121/8, § 1, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (WEC).	L'arrêté qui est soumis à Votre signature concerne une série de mesures techniques à mettre en œuvre par les opérateurs de services de communications électroniques afin de réduire considérablement la pratique malveillante de l'usurpation de numéros de téléphone associée à des appels téléphoniques provenant de l'étranger. Ces mesures sont prises en exécution de l'article 121/8, § 1 ^{er} , alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (LCE).
Identificatie van de oproepende lijn ("Calling Line Identification") ("CLI") spoofing is een techniek waarbij de oproeper die het gesprek maakt en/of een netwerkoperator die het gesprek afwikkelt naar de opgeroepen gebruiker, de informatie die in het "CLI"-veld wordt weergegeven manipuleert met de bedoeling de ontvangende lijn of de netwerkoperators die betrokken zijn bij de behandeling van het gesprek of bericht, te laten denken dat het gesprek afkomstig is van een andere persoon, entiteit of locatie. Dit fenomeen is de laatste jaren enorm toegenomen met zeer negatieve gevolgen voor eindgebruikers en veroorzaakt aanzienlijke problemen.	L'usurpation de l'identification de la ligne appelante (« Calling Line Identification » ou « CLI ») est une technique par laquelle l'appelant qui effectue l'appel et/ou un opérateur de réseau acheminant l'appel vers l'utilisateur appelé manipule les informations affichées dans le champ « CLI » dans l'intention de faire croire à la ligne qui reçoit l'appel ou aux opérateurs de réseau impliqués dans l'acheminement de l'appel ou du message que l'appel provient d'une autre personne, d'une autre entité ou d'un autre endroit. Ce phénomène a pris une ampleur considérable ces dernières années, avec des conséquences très négatives pour les utilisateurs finaux, et il est à l'origine de problèmes importants.
Zo krijgen o.a. burgers de indruk dat ze te maken hebben met betrouwbare partijen	Par exemple, les citoyens peuvent avoir l'impression de traiter avec des parties dignes

<p>(bijvoorbeeld banken waarvan ze klant zijn) die oproepen maken en worden misleid. Dit is zeer dikwijls een cruciale stap die fraudeurs gebruiken om persoonlijke gegevens te ontfutselen en op basis hiervan bedrog (zoals phishing) te plegen. Deze techniek wordt ook gebruikt door malafide telemarketingbedrijven om de indruk te wekken dat de opgeroepene wordt gecontacteerd door een bedrijf gelokaliseerd in de eigen omgeving.</p>	<p>de confiance (telles qu'avec les banques dont ils sont clients) dont ils pensent recevoir un appel, mais sont en réalité induits en erreur. Il s'agit très souvent d'une étape cruciale que les fraudeurs utilisent pour extorquer des données personnelles et par ce biais commettre des fraudes (telles que l'hameçonnage). Cette technique est également utilisée par des sociétés de télémarketing malhonnêtes pour donner l'impression à l'appelé qu'il est contacté par une société implantée dans sa région.</p>
<p>Onderstaand KB wil deze praktijken een halt toeroepen.</p>	<p>L'arrêté royal ci-dessous vise à mettre un terme à ces pratiques.</p>
<p>Het allergrootste deel van oproepen met gespoofde telefoonnummers wordt veroorzaakt door oproepen met Belgische telefoonnummers die worden gemaakt vanuit het buitenland. Daarom worden een aantal maatregelen opgelegd die dit onmogelijk maakt of dit toestaat maar dan wel onder strikte voorwaarden. Het BIPT kan op basis van artikel 124 § 4 van de WEC maatregelen nemen om oproepen met gespoofde Belgische telefoonnummers die vertrekken vanuit het Belgische grondgebied te stoppen.</p>	<p>La grande majorité des appels avec des numéros de téléphone usurpés sont liés à des appels avec des numéros de téléphone belges effectués depuis l'étranger. C'est la raison pour laquelle un certain nombre de mesures sont imposées, qui rendent cette pratique impossible ou la permettent, mais dans des conditions strictes. Sur la base de l'article 124 §4 de la LCE, l'IBPT peut prendre des mesures pour mettre un terme aux appels usurpant des numéros de téléphone belge, initiés à partir du territoire belge.</p>
<p>Zo zal indien aan deze strikte voorwaarden niet wordt voldaan malafide partijen enkel nog buitenlandse telefoonnummers als "CLI" kunnen gebruiken of de "CLI" worden onderdrukt, zodat de ontvanger van deze oproepen dit gemakkelijk kan identificeren als een minder betrouwbaar en desnoods dergelijke oproepen kan weigeren.</p>	<p>Ainsi, si ces conditions strictes ne sont pas remplies, les parties malhonnêtes ne pourront utiliser que des numéros de téléphone étrangers comme « CLI » ou le « CLI » sera supprimé de sorte que le destinataire de ces appels puisse facilement l'identifier comme étant moins fiable et, si nécessaire, refuser de tels appels.</p>
<p>Het KB gaat uit van het principe dat het in het algemeen niet te rechtvaardigen is dat oproepen die afkomstig zijn uit het buitenland geassocieerd kunnen worden met Belgische telefoonnummers. Het stelt daarom maatregelen voor om dergelijke inkomende internationale spraakoproepen met vermoedelijk gespoofde nationale "E.164-telefoonnummers" als "CLI" te behandelen. Deze maatregelen kunnen inhouden dat dergelijke telefoongesprekken worden geblokkeerd of dat ten minste de "CLI" wordt verwijderd.</p>	<p>L'arrêté royal repose sur le principe qu'il est généralement injustifiable que des appels provenant de l'étranger puissent être associés à des numéros de téléphone belges. Il propose donc des mesures visant à traiter ces appels vocaux internationaux entrants avec des numéros de téléphone nationaux « E.164 » suspectés d'être usurpés comme des « CLI ». Ces mesures peuvent inclure le blocage de tels appels téléphoniques ou au moins la suppression de la « CLI ».</p>
<p>Voor Belgische mobiele telefoonnummers is de situatie complexer omdat gebruikers met een</p>	<p>Pour les numéros de téléphone mobile belges, la situation est plus complexe parce que les</p>

<p>Belgische mobiel telefoonnummer kunnen roamen in het buitenland. Wanneer een operator oproepen ontvangt op de internationale netwerkinterfaces waarbij het telefoonnummer van de oproepende partij een Belgisch mobiel telefoonnummer is, moet de operator ervoor zorgen dat als dit telefoontefoonnummer toebehoort aan een gebruiker van een operator met binnenlandse activiteiten en de betrokken gebruiker zich in het buitenland bevindt dergelijke oproepen niet worden geblokkeerd.</p>	<p>utilisateurs qui ont un numéro de téléphone mobile belge peuvent effectuer des appels en itinérance à l'étranger. Lorsqu'un opérateur reçoit des appels sur des interfaces de réseau internationales où le numéro de téléphone de la partie appelante est un numéro de téléphone mobile belge, l'opérateur doit s'assurer que si ce numéro de téléphone appartient à un utilisateur d'un opérateur actif au niveau national et que l'utilisateur concerné se trouve à l'étranger, ces appels ne sont pas bloqués.</p>
<p>Tot slot zijn de principes en praktijken die opgelegd worden aan de operatoren in overeenstemming met de ECC- Aanbeveling (..)XX "Measures to handle incoming international voice calls with suspected spoofed national E.164 numbers" van de Europese Conferentie van Postale en Telecommunicatie administraties, afgekort "CEPT" goedgekeurd op XX. Vele landen volgen deze Aanbeveling zodat een redelijk niveau van harmonisatie in de aanpak in de strijd tegen spoofing in Europa wordt bereikt.</p>	<p>Enfin, les principes et pratiques imposés aux opérateurs sont conformes à la recommandation de l'ECC (..)XX « Measures to handle incoming international voice calls with suspected spoofed national E.164 numbers » de la Conférence Européenne des administrations des Postes et Télécommunications, dite « CEPT », approuvée le XX. De nombreux pays suivent cette recommandation, ce qui permet d'atteindre un niveau raisonnable d'harmonisation dans l'approche de la lutte contre l'usurpation d'identité en Europe.</p>
<p>Artikelsgewijze bespreking</p>	<p>Commentaire article par article</p>
<p>Artikel 1</p>	<p>Article 1er</p>
<p>Artikel 1 voert het algemene principe in dat voor oproepen die uit het buitenland worden gemaakt geen Belgisch nummers als identificatie van de oproepende partij mogen worden getoond, behalve voor gebruikers van Belgische mobiele nummers die aan het roamen zijn in het buitenland en de andere uitzonderingen beschreven in artikel 4.</p>	<p>L'article 1^{er} introduit le principe général selon lequel les appels effectués depuis l'étranger ne doivent pas afficher de numéros belges comme identification de la ligne appelante, sauf pour les utilisateurs de numéros mobiles belges en itinérance à l'étranger et pour les autres exceptions décrites à l'article 4.</p>
<p>Operatoren die dergelijke internationale gesprekken ontvangen via hun internationale interface met een Belgisch E.164- geografisch of niet-geografisch (voorbeelden van niet geografisch nummers zijn 070-, 078, 0800, 090X – nummers) of kort telefoonnummer moeten deze oproepen blokkeren.</p>	<p>Les opérateurs qui reçoivent, en direct par l'intermédiaire de leurs interfaces de réseau internationales, de tels appels internationaux avec un numéro géographique ou non géographique E.164 belge (exemples de numéros non géographiques : 070, 078, 0800, 090X) ou un numéro de téléphone court doivent bloquer ces appels.</p>
<p>Het omzeilen van bovenstaand principe door bijvoorbeeld het vervangen van een buitenlands nummer door een Belgisch nummer</p>	<p>Contourner le principe susmentionné en remplaçant, par exemple, un numéro étranger par un numéro belge, par exemple pendant un</p>

bijvoorbeeld tijdens een "call forwarding" is uiteraard verboden.	« call forwarding » (ou renvoi d'appels), est bien entendu interdit.
Indien oproepen een mobiel nummer als identificatie van de oproepende partij bevatten, moet worden nagegaan of deze gebruiker in het buitenland aan het roamen is. Enkel voor de gevallen waar dit technisch onmogelijk is en om te vermijden dat legitieme oproepen van roamende Belgische gebruikers worden geblokkeerd moet de CLI onzichtbaar worden gemaakt (onderdrukt) voor de opgeroepene.	Si les appels contiennent un numéro mobile comme identification de la ligne appelante, il convient de vérifier si cet utilisateur est en itinérance à l'étranger. Ce n'est que dans les cas où cela est techniquement impossible et afin d'éviter de bloquer des appels légitimes d'utilisateurs belges itinérants que la « CLI » doit être rendue invisible (supprimée) pour l'appelé.
De ITU-T "E.157" Aanbeveling betreffende de internationale afwikkeling van het oproepend nummer, bevat een aantal zeer brede principes die moeten worden gerespecteerd voor het afleveren van de identificatie van de oproepende partij in een internationale context. Deze Aanbeveling is gratis beschikbaar in verschillende talen op de website van de Internationale Telecommunicatie Unie (ITU). Zo moet het formaat van een Belgische "CLI" steeds het volledige telefoonnummer omvatten, namelijk de landencode 32 voorafgegaan door + of 00, gevolgd door de dienstencode (vb. 473) en het abonneenummer (met de juiste lengte). Indien oproepen worden afgeleverd met een formaat die hieraan niet voldoet moeten ze worden geblokkeerd.	La recommandation « E.157 » de l'UIT-T, qui concerne l'acheminement international du numéro de l'appelant, contient un certain nombre de principes très généraux qui doivent être respectés pour la fourniture de l'identification de la ligne appelante dans un contexte international. Cette recommandation est disponible gratuitement en plusieurs langues sur le site internet de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Ainsi, le format d'une « CLI » belge doit toujours contenir le numéro de téléphone complet, à savoir le code de pays 32 précédé de + ou 00, suivi du code de service (ex. 473) et du numéro de l'abonné (de la bonne longueur). Si des appels sont acheminés dans un format non conforme, ils doivent être bloqués.
Artikel 2	Article 2
Artikel 2 zorgt ervoor dat de bepalingen in de andere artikelen niet eenvoudig kunnen worden omzeild door internationaal verkeer in te koppelen via nationale routes. Dit verkeer moet duidelijk worden onderscheiden zodat dit eenvoudig te identificeren is. Een strikte handhaving van de principe zal nodig zijn om ervoor te zorgen dat niet via deze weg gespoofde oproepen Belgische burgers bereiken.	L'article 2 garantit que les dispositions des autres articles ne peuvent être facilement contournées en reliant le trafic international par des voies nationales. Ce trafic doit être clairement distingué de manière à pouvoir être facilement identifié. Une application stricte de ce principe sera nécessaire pour garantir qu'aucun appel frauduleux ne parvienne aux citoyens belges par cette voie.
Artikel 3	Article 3
Artikel 3 bevat een aantal oproepsenario's die eerder zeldzaam voorkomen maar waar als de principes van artikel 1 zouden worden toegepast oproepen onterecht zouden worden geblokkeerd. De uitzonderingen opgesomd in dit artikel vermijden situaties waarbij onterecht	L'article 3 contient un certain nombre de scénarios d'appel qui sont plutôt rares, mais dans lesquels des appels seraient injustement bloqués si les principes de l'article 1 ^{er} étaient appliqués. Les exceptions énumérées dans cet article permettent d'éviter les situations où les

<p>oproepen zouden worden geblokkeerd. Een voorbeeld hiervan is een hotelbediende in België die een oproep maakt naar een klant met een buitenlands telefoonnummer terwijl deze aan het roamen is in België.</p>	<p>appels seraient injustement bloqués. Un exemple est celui d'un employé d'hôtel en Belgique qui appelle un client avec un numéro de téléphone étranger alors que celui-ci est en itinérance en Belgique.</p>
<p>Artikel 4</p>	<p>Article 4</p>
<p>Dit artikel definieert een aantal uitzonderingen op artikel 1. Elke uitzondering op de principes van artikel 1 moet zorgvuldig worden overwogen en gerechtvaardigd aangezien deze gemakkelijk kunnen worden misbruikt door spoofters. Als er uitzonderingen worden toegestaan, moet er een mechanisme komen om de uitzonderingen veilig te beheren.</p>	<p>Cet article définit un certain nombre d'exceptions à l'article 1^{er}. Toute exception aux principes de l'article 1^{er} doit être soigneusement examinée et justifiée, car les usurpateurs peuvent facilement en abuser. Si des exceptions sont autorisées, un mécanisme doit être mis en place pour gérer celles-ci en toute sécurité.</p>
<p>Meer en meer wordt gebruik gemaakt van toepassingen zoals Teams die Belgische geografische telefoonnummers toelaten om nomadisch te gebruiken. Wel moet worden benadrukt dat dit enkel kan als strikt is voldaan aan de voorwaarde dat <i>"de houder van het nummer, zowel op het ogenblik van de verdere toewijzing aan de abonnee als gedurende de periode dat de abonnee het nummer gebruikt, waarborgt dat de geografische dienstidentiteit van het aan de abonnee toegewezen nationale E.164 nummer correspondeert met het door de abonnee opgegeven adres, waarbij dit adres duidelijk en aan de hand van objectieve gegevens gerelateerd is aan de abonnee"</i> zoals bepaald in artikel 43, lid 4, 1^o, van het KB betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers van 27 april 2007. Eveneens moet het aantal nomadische oproepen zeer beperkt zijn ten opzichte van de niet nomadische oproepen. Een voorbeeld hiervan is een bedrijf dat Teams dagelijks gebruikt in België, maar waarvan een werknemer af en toe voor dienstreden oproepen maakt vanuit het buitenland. Een niet toegelaten gebruik is een call center dat in de praktijk de meerderheid van telefonische direct marketing oproepen maakt vanuit het buitenland en een vestiging heeft in België. Om ervoor te zorgen dat dergelijke toepassingen mogelijk blijven maar tegelijkertijd misbruik wordt uitgesloten worden aan dergelijke aanbieders opgelegd dat ze de volledige controle over de oproep van de oproeper tot de internationale interface moeten garanderen</p>	<p>Ainsi, de plus en plus d'applications telles que Teams permettent l'utilisation de numéros de téléphone géographiques belges de manière nomade. Il convient toutefois de souligner que cela n'est possible que si la condition suivante est strictement remplie : <i>« le titulaire du numéro, tant au moment de la sous-attribution à l'abonné que pendant la période d'utilisation du numéro par l'abonné, garantit que l'identité du service géographique du numéro E.164 national attribué à l'abonné correspond à l'adresse donnée par l'abonné, cette adresse devant être clairement liée à l'abonné sur la base de données objectives »</i>, comme prévu à l'article 43, alinéa 4, 1^o, de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros. De même, le nombre d'appels nomades doit être très limité par rapport aux appels non nomades. Un exemple serait une entreprise qui utilise quotidiennement Teams en Belgique, mais dont un employé effectue occasionnellement des appels depuis l'étranger pour des raisons de service. Une utilisation non autorisée est celle d'un centre d'appels qui, dans la pratique, effectue la majorité des appels téléphoniques de marketing direct depuis l'étranger et qui dispose d'une succursale en Belgique. Pour que de telles utilisations restent possibles tout en excluant les abus, ces fournisseurs sont tenus de garantir un contrôle total de l'appel, de l'appelant jusqu'à l'interface internationale, de sorte que la « CLI » ne puisse pas être modifiée. La manière dont cela est mis en œuvre sur le plan technologique n'a pas</p>

zodat de CLI niet kan worden gewijzigd. Hoe dit technologisch wordt geïmplementeerd is van geen belang, zolang de oproep van de oproepende lijn volledig onder controle staat van de interconnecterende operator en de oproepende gebruiker ondubbelzinnig kan worden geïdentificeerd.	d'importance, tant que l'appel de la ligne appelante est entièrement sous le contrôle de l'opérateur d'interconnexion et que l'utilisateur appelant peut être identifié sans ambiguïté.
Artikel 5	Article 5
Het verbod voor de bedrijven die directe marketing diensten aanbieden om met Belgische telefoonnummers telefonische direct marketingoproepen te maken vanuit het buitenland is een toepassing van artikel 1. Het zorgt ervoor dat hiervoor nooit uitzonderingen zoals voorzien in artikel 4 kunnen worden gegeven.	L'interdiction faite aux entreprises offrant des services de marketing direct de passer des appels téléphoniques de marketing direct depuis l'étranger en utilisant des numéros de téléphone belges est une application de l'article 1 ^{er} . Elle garantit que les exceptions prévues à l'article 4 ne peuvent jamais être accordées à cet effet.
Artikel 6	Article 6
De uitzonderingen opgesomd in artikel 4 zijn gevoelig voor misbruik en zouden als gevolg kunnen hebben dat de maatregelen om de burger te beschermen worden uitgehoud. Daarom wordt in dit artikel uitdrukkelijk voorzien dat van zodra misbruik of fraude wordt gedetecteerd het BIPT opdracht kan geven om de telefoonnummers hierbij betrokken te blokkeren. Fraude en misbruik beperken zich niet alleen tot art. 2 5/5 en 5/6 zoals gedefinieerd in de WEC, maar kunnen voorbeeld ook slaan op ongewenste marketingoproepen, stille oproepen, oproepen verboden door andere wet- regelgeving. Indien nodig kan hiervoor worden samengewerkt met andere bevoegde Overheden.	Les exceptions énumérées à l'article 4 sont susceptibles d'être utilisées de manière abusive et pourraient avoir pour effet de vider de leur substance les mesures de protection des citoyens. C'est pourquoi cet article prévoit explicitement que dès qu'un abus ou une fraude est détecté(e), l'IBPT peut ordonner le blocage des numéros de téléphone concernés. La fraude et les abus ne sont pas limités aux points 5/5 et 5/6 de l'article 2, tels que définis dans la LCE, mais peuvent également concerner, par exemple, les appels de marketing non désirés, les appels silencieux, les appels interdits par d'autres législations ou réglementations. Si nécessaire, une collaboration peut être établie avec d'autres autorités compétentes à cette fin.
Artikel 7	Article 7
Dit artikel voorziet een overgangperiode voor de operatoren die voldoende lang is om de nodige technische en operationele implementatie te maken.	Cet article prévoit une période de transition suffisamment longue pour permettre aux opérateurs d'effectuer les mises en œuvre techniques et opérationnelles nécessaires.
Ik heb de eer te zijn,	J'ai l'honneur d'être,
Sire,	Sire,
van Uwe Majesteit,	de Votre Majesté,
de zeer eerbiedige	le très respectueux

en zeer getrouwe dienaar,	et très fidèle serviteur,
De Minister van Telecommunicatie,	La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER	

Annex 2. Projet d'arrêté royal relatif à la lutte contre les appels vocaux internationaux au moyen de numéros de téléphone belges usurpés

KONINKRIJK VAN BELGIE	ROYAUME DE BELGIQUE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE	SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE
XXXX 2023. - Koninklijk besluit ter bestrijding van internationale spraakoproepen met gespoofde Belgische telefoonnummers	XXXX. - Arrêté royal relatif à la lutte contre les appels vocaux internationaux au moyen de numéros de téléphone belges usurpés
FILIP, Koning der Belgen,	PHILIPPE, Roi des Belges,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.	À tous, présents et à venir, Salut.
Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 11, § 1, gewijzigd bij de wet van 25 april 2007 en de wet van 21 december 2021, artikel 121 §4 gewijzigd bij de wet van 21 december 2021, artikel 121/8 §1, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2022;	Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 11, § 1 ^{er} , modifié par la loi du 25 avril 2007 et par la loi du 21 décembre 2021, l'article 121 § 4, modifié par la loi du 21 décembre 2021, l'article 121/8, § 1, inséré par la loi du 20 juillet 2022 ;
Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers;	Vu l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros ;
Gelet op de openbare raadpleging die gehouden is van XXX tot YYY 2023;	Vu la consultation publique tenue du XXX au YYY 2023 ;
Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op XXX;	Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le XXX;
Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd op XXX overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;	Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée le XXX conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;
Gelet op advies XXX van de Raad van State, gegeven op YYY, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;	Vu l'avis XXX du Conseil d'Etat, donné le YYY, en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Telecommunicatie,	Sur proposition de la Ministre des Télécommunications,
Hebben Wij besloten en besluiten Wij:	Nous avons arrêté et arrêtons :
Artikel 1. De operatoren die directe inkomende internationale telefoongesprekken ontvangen via hun internationale netwerkinterfaces nemen maatregelen treffen om:	Article 1^{er}. Les opérateurs qui reçoivent des appels téléphoniques internationaux entrants en direct par l'intermédiaire de leurs interfaces de réseau internationales prennent des mesures pour :
1° alle oproepen te blokkeren die niet voldoen aan ITU-T-aanbeveling E.157;	1° bloquer tous les appels qui ne sont pas conformes à la recommandation E.157 de l'UIT-T ;
2° alle oproepen te blokkeren met een Belgisch geografisch en niet-geografisch E.164-telefoonnummer als identificatie van de oproepende partij;	2° bloquer tous les appels utilisant un numéro de téléphone géographique et non géographique E.164 belge comme identification de la ligne appelante ;
3° nadat geverifieerd is dat de oproeper niet in het buitenland aan het roamen is met een Belgische mobiele E.164-telefoonnummers alle oproepen te blokkeren of, de identificatie van de oproepende partij te onderdrukken enkel als aangetoond kan worden dat een dergelijke verificatie technisch onhaalbaar is;	3° après avoir vérifié que l'appelant n'est pas en itinérance à l'étranger avec un numéro de téléphone mobile E.164 belge, bloquer tous les appels ou, à défaut, et exclusivement s'il peut être démontré qu'une telle vérification est techniquement irréalisable, supprimer l'identification de la ligne appelante ;
4° alle oproepen te blokkeren met korte telefoonnummers als identificatie van de oproepende partij.	4° bloquer tous les appels avec des numéros de téléphone courts comme identification de la ligne appelante.
Artikel 2. Internationale telefoongesprekken mogen enkel worden ontvangen op speciaal hiervoor bestemde circuits duidelijk gescheiden van nationale telefoongesprekken.	Article 2. Les appels téléphoniques internationaux ne peuvent être reçus que sur des circuits dédiés clairement distincts des appels téléphoniques nationaux.
Artikel 3. In afwijking van artikel 1, mogen de oproepen van een Belgisch geografisch of mobiel E. 164 telefoonnummer niet worden geblokkeerd bestemd voor een :	Article 3. Par dérogation à l'article 1 ^{er} , ne peuvent pas être bloqués les appels provenant d'un numéro de téléphone géographique ou mobile E. 164 belge et destinés à un :
1° inkomende roamer;	1° utilisateur itinérant entrant ;
2° uitgaande roamer die een late voorwaardelijke oproepdoorschakeling heeft naar een Belgisch telefoonnummer;	2° utilisateur itinérant sortant avec un renvoi d'appel conditionnel tardif vers un numéro de téléphone belge ;
3° gebruiker van een buitenlands telefoonnummer die een doorschakeling heeft naar een Belgisch telefoonnummer.	3° utilisateur d'un numéro de téléphone étranger avec un renvoi d'appel vers un numéro de téléphone belge.

<p>Artikel 4. In afwijking van artikel 1, mogen enkel nomadische oproepen en oproepen van cloud gebaseerde conferentie uitbediensten die worden gemaakt met Belgische telefoonnummers worden toegelaten indien deze oproepen via een speciale interface waarbij de oproepafhandeling vanaf de originerende oproepende gebruiker tot de speciale interface onder volledige controle staat van de operator die de oproep initieert, worden aangeboden aan de operatoren die als eerste inkomende internationale telefoongesprekken ontvangen.</p>	<p>Article 4. Par dérogation à l'article 1^{er}, seuls les appels nomades et les appels provenant de services de téléconférence basés dans le cloud effectués au moyen de numéros de téléphone belges peuvent être autorisés s'ils sont acheminés par l'intermédiaire d'une interface spéciale où l'acheminement de l'appel, depuis l'origine de l'appel jusqu'à l'interface spéciale, est entièrement sous le contrôle de l'opérateur qui initie l'appel, jusqu'aux opérateurs qui reçoivent les appels téléphoniques internationaux entrants en premier.</p>
<p>Voor nomadische oproepen is het nomadisch gebruik van Belgische E. 164 telefoonnummers occasioneel ten opzichte van het gebruik van deze nummers voor oproepen vanuit België. Indien niet dan is de afwijking voorzien in vorig lid niet van toepassing.</p>	<p>Pour les appels nomades, l'utilisation nomade de numéros de téléphone E.164 belge est occasionnelle par rapport à l'utilisation de ces numéros pour des appels depuis la Belgique. À défaut, la dérogation visée à l'alinéa précédent n'est pas applicable.</p>
<p>Op eenvoudige vraag van het Instituut moet binnen de 24 uur de naam, adres en contactgegevens of in voorkomend geval andere identificatiegegevens via de directe of indirecte methode zoals voorzien in art 127 van de wet van 13 juni 2005 betreffende elektronische communicatie van de gebruiker die een bepaalde oproep heeft gemaakt worden meegedeeld door de operatoren die op directe wijze inkomende internationale telefoongesprekken ontvangen via hun internationale netwerkinterfaces. Indien het antwoord niet tijdig wordt geleverd of het antwoord is onvolledig of onjuist dan blokkeert deze operator alle inkomende oproepen van deze gebruiker.</p>	<p>Sur simple demande de l'Institut, le nom, l'adresse et les coordonnées ou, le cas échéant, d'autres données d'identification par une méthode directe ou indirecte telles que prévues à l'article 127 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, de l'utilisateur qui a effectué un appel donné doivent être communiqués dans les 24 heures par les opérateurs recevant des appels internationaux entrants de façon directe via leurs interfaces de réseau internationales. Si la réponse n'est pas fournie à temps, ou si elle est incomplète ou incorrecte, cet opérateur bloque tous les appels entrants de cet utilisateur.</p>
<p>De operatoren die op directe wijze inkomende internationale telefoongesprekken ontvangen via hun internationale netwerkinterfaces kunnen enkel op de in lid 1 beschreven afwijking beroep doen nadat ze voldoen aan de bepalingen van dit artikel ingeschreven in een overeenkomst met de operator van de oproeper.</p>	<p>Les opérateurs qui reçoivent des appels téléphoniques internationaux entrants en direct via leurs interfaces de réseau internationales ne peuvent invoquer la dérogation prévue à l'alinéa 1^{er} qu'après avoir satisfait aux dispositions du présent article inscrites dans un accord avec l'opérateur de l'appelant.</p>
<p>Artikel 5. Het is verboden om oproepen in het kader van telefonische direct marketing die origineren vanuit het buitenland te associëren met een Belgisch telefoonnummer als identificatie van de oproepende partij.</p>	<p>Article 5. Il est interdit d'associer des appels téléphoniques de marketing direct provenant de l'étranger à un numéro de téléphone belge comme identification de la ligne appelante.</p>

<p>Artikel 6. Het Instituut kan het recht van een operator om zich te beroepen op de uitzondering voorzien in artikel 4 intrekken of opschorten als niet meer is voldaan aan de in dit artikel opgesomde voorwaarden of als blijkt op basis van concrete feiten misbruik of fraude wordt vastgesteld.</p>	<p>Article 6. L'Institut peut retirer ou suspendre le droit pour un opérateur de se prévaloir de l'exception visée à l'article 4 si les conditions énumérées dans le présent article ne sont plus remplies ou si des abus ou des fraudes sont constatés basé sur des faits concrets.</p>
<p>Artikel 7. Het KB treedt in werking 3 maanden na publicatie.</p>	<p>Article 7. Le présent arrêté royal entre en vigueur 3 mois après sa publication.</p>
<p>FILIP</p>	<p>PHILIPPE</p>
<p>Van Koningswege:</p>	<p>PAR LE ROI :</p>
<p>De Minister van Telecommunicatie</p>	<p>La Ministre des Télécommunications,</p>
<p>P. DE SUTTER</p>	